

Le pouvoir aux travailleurs

11 OCTOBRE 2009

N° 157

PRIX : 100 Fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

SOMMAIRE	PAGES
<u>EDITORIAL :</u>	
- LUTTE POUR LA MANGEOIRE GOUVERNEMENTALE : JEU DE POCKER MENTEUR SUR UN FOND DE MISERE DE LA MAJORITE DE LA POPULATION	2 - 3
- LISTE ELECTORALE : LUTTE OUVERTE EN PERSPECTIVE ENTRE LES DIFFERENTS CLANS	4 - 6
- PENURIE D'EAU A ABOBO DERRIERE RAIL	7
- PPTTE : PAYS PAUVRES TRES ENDETTES OU POPULATIONS PAUVRES TRES ENDETTES !	7 - 8
- LE GROUPE NESTLE FETE SES 50 ANS DE PRESENCE ET SES MILLIARDS ENGRANGES	10
- QUICK NET SERVICE (CEMOI) : LES PATRONS EMPOCHENT LES COTISATIONS CNPS DES TRAVAILLEURS	10 - 11
- PORT AUTONOME : OU EN EST LA LUTTE DES DOCKERS ?	11
- FILTISAC : DES LICENCIEMENTS SCANDALEUX !	11 - 12
- GUINEE : QUI SONT LES DIRIGEANTS DE L'OPPOSITION A DADIS CAMARA ?	13

LUTTE POUR LA MANGEOIRE GOUVERNEMENTALE : JEU DE POCKER MENTEUR SUR UN FOND DE MISERE DE LA MAJORITE DE LA POPULATION
--

Gbagbo a déclaré à l'occasion de la remise officielle de la liste électorale provisoire que les élections présidentielles se tiendront avant la fin de cette année. Ce qui sous entend qu'elles ne se tiendront peut-être pas le 29 novembre 2009, comme cela avait été fixé. Ce sera, dans ce cas, le énième report depuis 2005. D'ailleurs, rien n'indique que cette fois-ci sera encore la bonne. Sans doute que Gbagbo, comme Houphouët avant lui, ne s'engagera à aller aux élections que s'il a de grandes chances de les emporter. Il préférerait être un président installé par le verdict des urnes plutôt qu'être un chef d'Etat accroché au pouvoir au-delà du mandat. Mais il est moins pressé que ses deux principaux concurrent car lui il est au pouvoir.

D'ailleurs, le camp présidentiel affirme depuis quelques temps, à qui veut l'entendre, que leur candidat, en la personne de Gbagbo, obtiendra la majorité dès le premier tour du scrutin présidentiel, en obtenant d'emblée 51 % des suffrages. Evidemment, le FPI évite de parler du second tour, sachant que le PDCI et le RDR se sont mis d'accord pour un désistement réciproque en cas de second tour.

Les arguments pour remporter la victoire au premier tour ne manquent pas au FPI, depuis l'officialisation de la liste électorale provisoire. Mais, à ce niveau chacun peut faire parler les chiffres à sa convenance.

Mais Ouattara et Bédié de leur côté en font d'ailleurs de même. Tous prétendent à la victoire de leur camp.

Côté promesses, chacun bluffe aussi comme il peut, en espérant tromper le maximum d'électeurs.

Tant que tous ces gens se contentent de jouer la comédie entre eux, grand bien leur fasse ! Ce qui est certain, c'est que les travailleurs les ont déjà tous vu au pouvoir et n'ont rien de bon à attendre ni des uns, ni des autres. Maintenant s'il y a

des travailleurs qui se satisfont du seul fait de l'arrivée au pouvoir d'un candidat issu de leur ethnie, c'est qu'ils n'ont pas encore compris que c'est justement là le piège de l'ethnisme. Ce n'est pas parce que Gbagbo est aujourd'hui au pouvoir que l'ouvrier bété est mieux traité par les patrons ou que son salaire est plus élevé que celui de son collègue baoulé ! Quant au travailleur qui se réjouira de l'arrivée au pouvoir de «son frère », eh bien il aura vite le temps de se rendre compte que son vrai frère se trouve dans la cour commune où il habite et il est peut-être, justement, d'une ethnie différente de la sienne. Parce que la fraternité n'est pas dans l'appartenance à une même origine nationale ou ethnique mais dans l'appartenance aux classes pauvres et exploitées.

Tant que les différents clans en lutte pour l'accès à la mangeoire gouvernementale n'usent pas de la propagande ethniste, ce sera déjà un danger en moins pour les populations pauvres qui ont déjà bien d'autres problèmes à résoudre. Mais dans le cas contraire, si les leaders se mettent à distiller la haine ethniste et xénophobe comme lors des élections de 2000, cela rouvrirait les blessures qui ont fait tant de dégâts au sein des classes déshéritées de ce pays. Les conséquences pourraient être plus lourdes vu que la misère est aujourd'hui plus grande qu'en 2000 ou en 2002.

Voilà pourquoi les travailleurs doivent se méfier comme de la peste des propos haineux et combattre tous ceux qui en leur sein se fond les relais de ces idées. Sinon, ce sont eux tous qui en paieront le prix en terme de division mais aussi en terme de tueries.

Alors, tant mieux si les élections ont lieu car au moins en cette période de campagne, les candidats et leurs partis évoquent au moins en paroles ne serait-ce que quelques uns des maux dont souffrent la majorité des gens. Ils les évoquent juste en période électorale pour glaner le maximum de voix des classes pauvres. Mais aucune élection ne peut changer le sort de ces couches populaires.

Quel que soit le candidat qui arrive au pouvoir demain, les travailleurs ont besoin d'une grande solidarité entre eux pour défendre ensemble leurs intérêts collectifs face au patronat et au gouvernement qui ne leur font aucun cadeau.

LISTE ELECTORALE : LUTTE OUVERTE EN PERSPECTIVE ENTRE LES DIFFERENTS CLANS

La liste électorale provisoire a été officiellement remise au gouvernement par la Cei et les opérateurs techniques, notamment, l'Institut national de la statistique (INS) et la Sagem. Derrière le cérémonial organisé à l'occasion de cet évènement, se profile les germes de nouveaux conflits entre les différents prétendants au pouvoir et leurs clans respectifs. En effet, sur cette liste où figurent près de 6,4 millions d'électeurs potentiels, il y a environ 2,750 millions d'électeurs dont la participation aux votes reste hypothétique pour cause, dit-on, d'informations insuffisantes sur leur identité. Ces 43% d'électeurs potentiels feront inévitablement l'objet de tractations entre les principaux candidats. Il est de ce fait peu probable que la date du 29 novembre fixée pour la tenue des élections présidentielles puisse être respectée. De même qu'il n'est pas impossible que des discours aux relents xénophobes et ethnistes refassent à nouveau surface.

Une liste électorale problématique:

Cette liste électorale 2009, encore « provisoire », compte 6.384.818 noms, à l'issue de l'enrôlement. Celle-ci a été croisée avec d'anciens « fichiers historiques » dont les fichiers électoraux de 1990 et 2000, et celui issu du recensement de la population effectuée en 1998. L'objectif recherché est que toute personne figurant dans ce fichier 2009 doit nécessairement figurer dans au moins un des fichiers historiques pour être authentifié. Il ressort de ce recoupage que sur les 6.384.818 personnes figurant sur cette liste, il y a 2.752.181 personnes qui ne se retrouvent nulle part, et qu'on ne

trouverait même pas la trace de leurs parents.

Bagarre en vue

Le « contentieux », il est là. Les porteplumes du camp présidentiel, pour plaire à l'électorat xénophobe, ont d'emblée posé la question de savoir, est-ce que ce ne seraient pas là des « étrangers » qui auraient obtenu leur nationalité ivoirienne de façon frauduleuse et qui se sont fait démasquer par ce croisement de fichiers ? Dans tous les cas, ils demandent que ces 2,7 millions de personnes subissent un contrôle complémentaire de leur identité avant leur intégration dans la liste définitive. Dans le cas contraire, ils demandent leur « radiation » pure et simple de la liste électorale. Pourtant, le président de la Cei, Mambé Robert, avait tenu à préciser dans sa déclaration à la presse que ces 2,7 millions de personnes « ne sont pas des fraudeurs... pour que tout soit clair dans l'esprit de tous ». Ce problème s'expliquerait, selon lui, par le fait que le fichier issu de l'enrôlement de l'année 2000, le dernier en date, était lui-même « incomplet » parce que « toute la géographie et toute la superficie nécessaire » n'avaient pas été alors exploitées. De plus, toujours selon Mambé, « les fichiers historiques ne sont pas par essence d'excellente qualité ». Mais en procédant à un nouveau « paramétrage » des fichiers existants, le président de la Cei pense qu'il est peut-être possible de clarifier la situation d'environ 2 millions de personnes sur les 2,7 millions qui posent problème.

Combien de personnes participeront effectivement aux élections à venir ?

Mais rien n'indique encore que ce travail permettra effectivement d'éclaircir la situation de toutes ces personnes. D'autant plus que la Cei ne dispose plus que d'un seul mois pour faire ce travail.

Sinon, comment enquêter sur l'identité d'un si grand nombre de personnes éparpillées aux quatre coins du pays dans un délai aussi court ? Alors, ou bien les élections seront reculées à une date ultérieure, le temps nécessaire pour vérifier l'identité de toutes ces personnes, ou bien, suivant le rapport des forces du moment, beaucoup de gens seront radiés de la liste électorale et seront privées du droit de vote. Auquel cas ces élections se déroulent avec seulement 3.632.637 électeurs, auxquels s'ajouteront ceux qui pourront encore être repêchés d'ici là. Rappelons pour comparaison qu'aux élections présidentielles d'octobre 2000, il y avait 5.475.143 électeurs inscrits. Autrement dit, il y a eu tous ces reports successifs et tous ces milliards dépensés dans les audiences foraines, pour finalement aboutir, pour l'instant, à près de 2 millions d'électeurs... en moins qu'aux dernières élections ! C'est pourtant la mise à l'écart des électeurs et de leurs candidats qui a suscité la révolte des petits soldats suivie de l'éclatement du pays en deux.

Lors des élections d'octobre 2000, il y avait 5.475.143 électeurs inscrits. De ce nombre, 2.797.074 (51%) n'apparaissent pas dans la nouvelle liste. Ils se sont « volatilisés », pour reprendre les termes du journal *Fraternité-Matin* qui conclut sans détour que ces « ressortissants ouest-

africains ont préféré renoncer à leur droit de vote ».

Le droit de vote des ressortissants ouest-africain en question

Il faut rappeler qu'en Côte d'Ivoire, le droit de vote était bien plus démocratique du temps de Houphouët Boigny, puisque les élections présidentielles étaient officiellement ouvertes aux ressortissants de la CEDEAO, avant que la constitution ne soit modifiée en 1990 sous la pression du FPI.

De plus, quiconque naissant en Côte d'Ivoire avant 1972 est d'office ivoirien. Mais parmi ceux-là, combien ont eu le courage de faire valoir leur droit à la nationalité de leur pays de naissance, avec toutes les vagues de xénophobie et de massacres dont ils ont fait régulièrement l'objet ? Même lors des audiences foraines, qui ne se souvient pas de la présence de « facilitateurs » du FPI qui terrorisaient les gens en les traitant d'étrangers et réussissaient à dissuader plus d'un de s'inscrire sur les listes ! Et parmi ceux qui ont pu malgré tout se faire recenser, comment s'étonner que leur nom ou celui de leurs parents ne figurent pas sur les fichiers historiques !

Dans tous les cas ce serait la moindre des choses que tous les citoyens vivant dans ce pays et y travaillant, quelle que soit l'origine de leurs parents, puissent, s'ils le désirent, bénéficier des droits démocratiques y compris celui d'élire ou d'être élu.

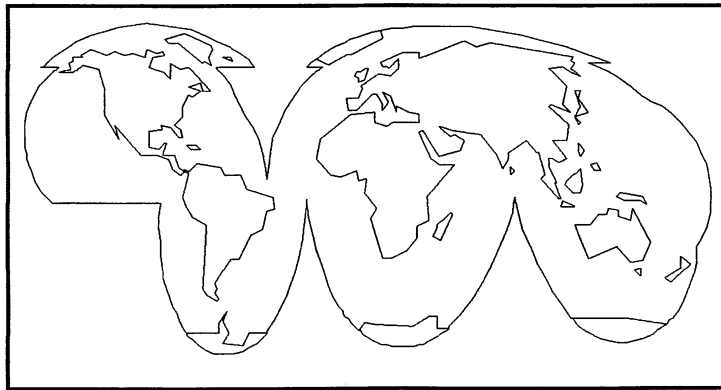
Voilà pourquoi les travailleurs doivent combattre, à tout instant, tous les propos à relent xénophobe et ethniste. De tels propos divisent le camp des pauvres et les affaiblissent

face à leurs ennemis que sont les exploités, que sont les riches.

Les différents clans en compétition luttent pour accéder ou pour se maintenir à la mangeoire gouvernementale. Voilà pourquoi la lutte est féroce. Les principaux partis politiques se ressemblent tellement

que leur personnel dirigeant passe allègrement d'un camp à l'autre, monnayant ses services au plus offrant. Rien de fondamentale ne les différencie, leurs programmes, s'ils en ont, sont semblables et au service des privilégiés et des possesseurs de capitaux qu'ils soient nationaux ou internationaux.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

L E U R S O C I E T E

PENURIE D'EAU A ABOBO DERRIERE RAIL

Cela fait près d'une semaine que l'eau ne coule plus dans les robinets pendant la journée à Abobo derrière rail. Même ceux qui ont la chance d'avoir un compteur SODECI chez eux sont obligés d'attendre très tard dans la nuit pour avoir de l'eau. Les femmes sont obligées de se réveiller aux aurores et parcourir de longues distances, bassine sur la tête pour espérer trouver le peu d'eau nécessaire pour faire le ménage.

C'est scandaleux qu'une grande partie de la population soient confrontée à de telles difficultés pour s'approvisionner en eau potable. Ce d'autant plus que ce pays est situé en zone forestière où les pluies sont abondantes et où les nappes phréatiques sont suffisamment remplies.

Ce n'est certes pas l'eau qui manque, ce qui manque aujourd'hui, c'est la volonté des pouvoirs publics de construire le minimum d'infrastructures

indispensables pour fournir en eau potable suffisante toute la population.

Il est certain que ce genre de pénurie n'existe pas dans les quartiers riches où même les jardins et les piscines ne manquent pas d'eau.

Ce ne sont pas les moyens qui font défaut puisque même la SODECI ponctionne sur chaque facture une redevance destinée à cet effet. Mais l'argent est probablement détourné à d'autres fins et le pouvoir public a d'autres priorités que de s'occuper des quartiers pauvres où eux-mêmes, d'ailleurs n'y habitent pas.

Pourtant, dans cette période électorale, ce sont les mêmes qui leur promettent monts et merveilles. Mais lorsqu'il s'agit d'aborder la question de l'approvisionnement des quartiers en eau, ce service public primordial et vital, ils restent silencieux, comme s'ils ne voulaient pas se... mouiller.

POTE : PAYS PAUVRES TRES ENDETTES OU POPULATIONS PAUVRES TRES ENDETTES !

Il y a quelques mois, les autorités ivoiriennes annonçaient avec satisfaction l'admission de la Côte d'Ivoire dans la catégorie des pays pauvres très endettés. Il n'y a pourtant pas de quoi pavoiser d'être relégué à ce rang. A l'annonce de cette nouvelle, Gbagbo disait que cela allait permettre de beaucoup investir et d'améliorer la qualité de vie des populations. Ce qui est sûr POTE ou pas, les riches continuent à s'enrichir sur le dos des pauvres. Quant à la qualité de vie de la

majorité de la population elle n'a pas cessé de se dégrader.

En réalité, dans ce pays dit POTE, il y a des personnes qui n'ont jamais connu la pauvreté, qui fêtent des anniversaires à coût de millions, qui dépensent des sommes faramineuses pour faire plaisir à leurs maitresses, qui roulent dans des véhicules qui coûtent très cher.

L E U R S O C I E T E

Certains enfants de riches dépensent dans des soirées des dizaines de millions. Il suffit de faire un tour dans les quartiers des riches tel que la riviera, pour comprendre qu'il y a deux Côte d'Ivoire : celle des riches et celle des populations pauvres très endettées. Dans cette partie pauvre de la Côte d'Ivoire, les travailleurs sont très endettés auprès des margouillats, de leurs employeurs et parfois des banques. Chaque fin de mois, ils sont obligés de s'endetter pour survivre. Leurs enfants n'ont pas les mêmes dates de rentrée scolaire que ceux des

riches. Il y a des familles qui font un seul repas par jour. Dans la Côte d'Ivoire des PPTTE, la plupart des familles n'ont pas les moyens d'accéder aux soins dignes de ce nom, dans des structures adéquates. Elles sont réduites à recourir aux tradipraticiens.

Les discours et les promesses de milliards des politiciens à la veille des élections ne changeront pas la réalité que vivent les travailleurs et les populations pauvres très endettées ou non.

GBAGBO DIT : « ATTENTION AUX POLITICIENS MENTEURS » ! MAIS LUI, IL N'EST PAS POLITICIEN ?

Tout récemment, Gbagbo a dit dans un discours « nous allons bientôt entrer dans la période de campagne électorale. C'est une période où les gens se promènent avec des mensonges. Alors faites attention aux politiciens menteurs en ce moment. »

En tout cas il ne faut pas oublier que lors de la campagne électorale de 2000, Gbagbo avait promis que lorsqu'il parviendrait au pouvoir, le cacao s'achèterait à 3 000 f, que les paysans allaient être riches. Il avait parlé d'assurance maladie pour tous, d'augmentation de salaires, de résoudre le problème de l'université, bref de « refonder » la Côte d'Ivoire. Aujourd'hui, même ses partisans les plus convaincus sont obligés de se rendre à l'évidence. Il n'a rien fait pour la population pauvre. Bien au contraire, il demande toujours plus de sacrifices aux travailleurs.

Et pour cette campagne actuelle, comme tous les autres politiciens, il n'a pas manqué de faire de nombreuses promesses lors de sa dernière tournée.

Ses adversaires politiques comme Ouattara et Bédié ne sont pas en reste. Ouattara promet d'investir des milliards partout où il passe, de construire des routes et des écoles, de donner du travail aux jeunes, etc. Pourtant, on l'a déjà vu à l'œuvre ici, lorsqu'il fut Premier ministre d'Houphouët. Il avait procédé à des suppressions de postes dans la Fonction publique. Des dizaines de milliers de travailleurs avaient été jetés dans la misère. Sans oublier le blocage des salaires, les privatisations, etc. pour le plus grand bien des riches.

Quant à Bédié, il promet qu'avec son retour au pouvoir, ce sera le « bonheur » pour tous. Il promettait la même chose en 1995. Les riches

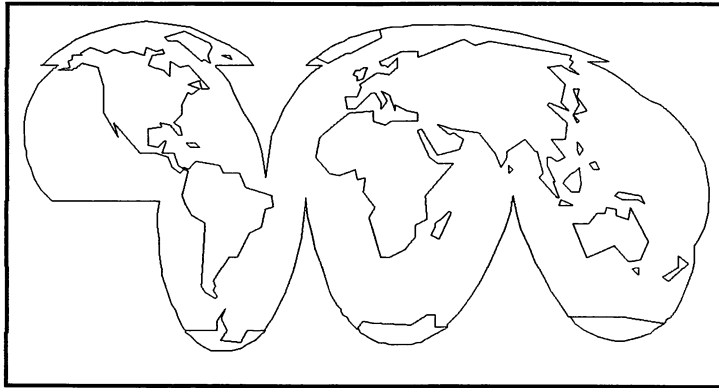
L E U R S O C I E T E

eux, ont beaucoup profité durant son mandat. Lui même et son clan ont largement puisé dans les caisses de l'Etat. Mais le « bonheur pour chacun », ça les travailleurs et les populations pauvres sont sûrs de ne pas l'avoir effleuré.

Ces politiciens font tous des promesses, en veux-tu, en voilà. Ils

n'en sont pas avares d'autant plus qu'ils savent qu'ils ne vont pas les respecter.

En tout cas, nous les travailleurs sommes avertis : ne comptons sur aucun candidat pour améliorer notre sort !

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS**UNISSONS-NOUS !**

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

LE GROUPE NESTLÉ FÊTE SES 50 ANS DE PRESENCE ET SES MILLIARDS ENGRANGES.

Nestlé Côte D'ivoire a fêté ses 50 ans de présence avec faste. Le point culminant de cette fête fut le discours fait par le directeur résident qui a annoncé que tout va très bien dans la société à Nestlé. Il a annoncé que le chiffre d'affaire est passé de 88 milliards à 111 milliards de franc Cfa. Ensuite il a dit que le bénéfice net est en hausse. 6 milliards en 2007 et 5,5 en 2008. Pour l'exercice 2009, il a dit qu'il est optimiste car le bénéfice sera en net progression.

5 à 6 milliards de bénéfice net tous les ans, c'est ce que ces gens-là affichent officiellement. Les beaux discours s'adressent aux actionnaires

qui se partagent cette manne chaque année.

Quant aux travailleurs qui subissent l'exploitation depuis ces cinquante ans, ils n'ont pas droit à ce partage. Pire, Nestlé, dans ses deux usines, à Zone 4 comme à Yopougon, emploie de plus en plus de la main d'œuvre occasionnelle dite « journalière ». Et c'est de cette exploitation toujours plus accrue que viennent leurs bénéfices mirobolants.

Il va donc sans dire que pour nous autres ouvriers de Nestlé, nous n'auront droit qu'à ce que dont nous seront capables d'imposer collectivement au patronat.

QUICK NET SERVICE (CEMOI) : LES PATRONS EMPOCHENT LES COTISATIONS CNPS DES TRAVAILLEURS

Plusieurs travailleurs de Quick Net Service (Cemoi) ont constaté sur leur bulletin de paie que depuis qu'ils travaillent, le patron leur coupe la cotisation CNPS alors qu'ils n'ont pas de numéro d'immatriculation.

La CNPS, c'est la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale. Son rôle, c'est de prendre en charge tout travailleur victime d'accident de travail, de maladie professionnelle ou de payer la pension d'un travailleur arrivant à la retraite et qui par conséquent n'aura plus d'activité.

Sauf que pour le cas de ces travailleurs, la direction encaisse bel et bien les cotisations sans toutefois les

reverser à la CNPS. La preuve en est qu'ils ne possèdent même pas un numéro d'immatriculation. Dans ces conditions, comment pourront – ils faire valoir leurs droits en cas d'accident de travail, de maladie ou lors de leur départ à la retraite ?

Le cas des travailleurs de Quick net Service n'est pas un cas isolé. La majorité des travailleurs de la zone industrielle de Yopougon vivent la même situation.

Le gouvernement n'est pas sans ignorer cette réalité, mais il est impuissant devant le patronat quand il n'est pas complice.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

De plus en plus de travailleurs sont conscients de cette supercherie. C'est pourquoi la prise en charge par

la CNPS est une revendication souvent mise en avant dans les conflits sociaux importants.

PORT AUTONOME : OU EN EST LA LUTTE DES DOCKERS ?

Après plusieurs mois de lutte au Port Autonome d'Abidjan, le Président s'est vu dans l'obligation au mois de juin de recevoir des représentants du CNDD, principal syndicat des dockers. A cette occasion, il avait promis de trouver une solution au problème. Mais jusqu'à présent les travailleurs sont toujours dans l'attente.

Après quatre mois d'attente, aucun problème des dockers n'a été réglé. Mais tout ceci était prévisible, car tous les hommes politiques chargés de la médiation dans cette affaire à commencer par Hubert Oulaye, Ministre du travail, en passant par Désiré Tagro, Ministre de l'intérieur, jusqu'à Gbagbo lui-même, ont tous montré leur incapacité à pouvoir contraindre le patronat à payer ce qu'ils doivent aux travailleurs. En revanche, ils ont été prompts à mater les travailleurs chaque fois que ceux -ci se mettaient en grève ou

tentaient de manifester faisant même de nombreuses arrestations parmi les dockers.

Manifestement, le rapport des forces n'a pas suffi aux dockers pour se faire entendre. Aujourd'hui que la mobilisation est retombée, certains dockers espèrent encore. Tandis que d'autres pensent qu'il n'y a plus rien à attendre des négociations avec le gouvernement et le patronat. Pour ces derniers, il est temps de tirer des leçons de la dernière lutte pour cette fois ci joindre au mouvement de revendication, non seulement les dockers journaliers ECOCI mais aussi les autres ouvriers de la zone industrielle de Vridi qui vivent les mêmes problèmes que les dockers ; à savoir les bas salaires, la vie chère et la précarité de l'emploi, de meilleures conditions de travail. C'est une bonne idée qui fait son bonhomme de chemin.

FILTISAC : DES LICENCIEMENTS SCANDALEUX !

Filtisac vient de licencier 72 travailleurs sous prétexte de crise économique et de suppression de postes inutiles.

Filtisac, c'est cette usine aux beaux bâtiments situés sur la route d'Abobo. L'usine se veut moderne dans le domaine du tissage de toiles en synthétique et en jute.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

Comme dans toutes les entreprises, la direction cherche à tirer le maximum de profit du travail de l'ouvrier. Elle procède régulièrement à des suppressions de postes pour faire tourner les machines avec toujours moins de personnel. Elle aggrave du même coup les conditions de travail de ceux qui restent. La crise n'est pour la direction qu'un prétexte dont elle se sert.

Les ouvriers qui y travaillent savent que les commandes ne manquent pas. Les machines tournent aussi bien les samedis et les dimanches. Il y a même des ouvriers qui n'arrivent pas à prendre leurs congés annuels.

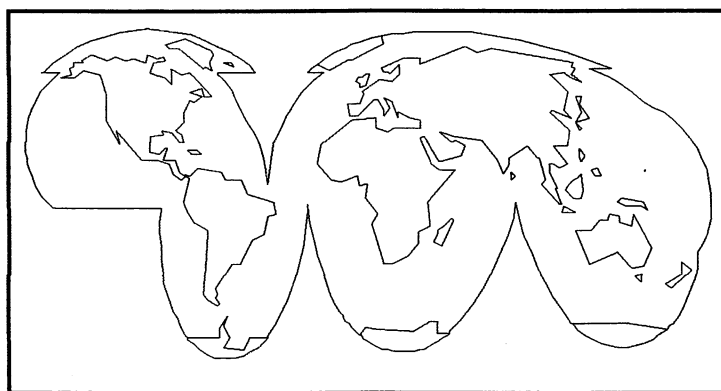
En fait, la direction cherche par tous les moyens à se débarrasser des ouvriers embauchés pour les remplacer par des journaliers et des contractuels qu'elle utilise comme de la

main-d'œuvre corvéable à merci et meilleur marché.

La situation des travailleurs de Filitisac est loin d'être un cas isolé. C'est même le sort de nombreux travailleurs dans les entreprises à Abidjan. Le nivellement des salaires ne se fait pas par le haut mais par le bas. Depuis des années la situation des travailleurs ne cesse de se dégrader. Le chômage galopant n'aide pas à arranger cette mauvaise situation.

Tant que la classe capitaliste aura les mains libres, elle continuera d'agir dans ce sens. C'est son intérêt aveugle qui la guide. Elle se moque bien de ce que peut vivre la classe laborieuse. Aucun gouvernement, ni d'hier, ni d'aujourd'hui, ni de demain, ne viendra changer le sort des travailleurs. Tout au plus, il enverra son armée pour mater les travailleurs en colère et venir en aide aux capitalistes

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

GUINEE : QUI SONT LES DIRIGEANTS DE L'OPPOSITION A DADIS CAMARA ?
--

La plupart des dirigeants actuels des principaux partis d'opposition à la junte sont issus du précédent pouvoir dictatorial de Lansana Conté. Ils se sont constitués en vaste rassemblement disparate intitulé Forum des Forces Vives de la Guinée (FFVG). Parmi eux on retrouve deux anciens Premiers ministres, Sidya Touré (actuel dirigeant de l'Union des Forces Républicaines), et Cellou Dalein Diallo (Union des forces démocratique de Guinée). D'autres n'ont été « que » ministres ou ayant des hauts postes sous l'ancien régime. Tous ces gens-là ont bien « mangé » sous le régime précédent. Certains avaient été écartés du pouvoir par Lansana Conté. La vague de grève qui avait secoué la dictature en 2007 avait donné des ailes à certains d'entre eux. Ils se sont autoproclamés « opposants ».

Quand Dadis Camara avait pris le pouvoir le lendemain du décès du général Conté, un certain nombre de ces opposants de circonstance se sont rapprochés du nouveau dictateur pour monnayer des postes. Quelques uns d'entre eux ont dû fuir vers d'autres pays. C'est le cas de Cellou Dalein qui a misé sur le retrait de Dadis Camara pour se présenter en « sauveur de la nation », à la future élection présidentielle, si elle a lieu.

Tous ces gens-là attendaient sagement que Dadis se retire de lui-même du pouvoir ou qu'il soit contraint de s'en écarter sous la pression de l'Union Africaine ou des dirigeants des pays occidentaux. Mais entre temps, le régime de Dadis Camara est devenu

de plus en plus impopulaire. Malgré la dictature, des gens ont osé publiquement le contester en faisant la grève. Ce fut le cas des chauffeurs de taxi, des enseignants, des magistrats, entre autres. Du coup, ceux qui se sont baptisés « Forces vives » se montraient de plus en plus ouvertement contre Dadis et réclamaient son départ. C'est alors que Cellou Dalein, l'ex-Premier ministre de Conté fait son retour en fanfare, le 13 septembre dernier. Il fait une démonstration de force en rassemblant entre 60 et 100 000 personnes le jour de son arrivée à Conakry.

15 jours plus tard c'est l'ensemble des partis d'opposition, soutenus par les syndicats des travailleurs, des dirigeants religieux, qui organisent un grand rassemblement au stade de Conakry. Dadis Camara fit ouvrir le feu. Ce fut un carnage. Aucun des principaux dirigeants de l'opposition n'a été tué. Néanmoins, ils ont été bastonnés et quelques uns grièvement blessés.

Est-ce pour autant que les jours de Dadis Camara sont comptés comme le laissent croire un certain nombre de dirigeants de l'opposition? Il est difficile de le dire à l'heure actuelle. En revanche on peut dire avec certitude que ceux qui, parmi les civils, postulent à la direction de l'Etat, même s'ils y parviennent à la faveur d'une élection, ne mettront pas fin à la misère, à la corruption et à la dictature. Les travailleurs et les déshérités ne peuvent compter que sur leur mobilisation et leurs luttes pour améliorer leur sort.

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

Les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation